

SPOTLIGHTS

<http://dx.doi.org/10.4314/mcd.v7i1.3>

Love me tender – Transition vers où ?

Solofo Randrianja

University of Toamasina
Department of Historical Studies
Toamasina, 106, Madagascar.
E-mail: solalao@hotmail.com

RÉSUMÉ

Depuis le coup d'État de 2009, la transition menée par Andry Rajoelina, dure malgré l'absence de tout mandat électif. Même si l'inertie de cette situation est parfois relativisée par des pressions nationales ou extérieures, elle est légitimée par la passivité de la résistance et par des promesses récurrentes d'élections futures. Cependant, ces trois années nous permettent au moins de cerner la vision des autorités actuelles quant au développement de Madagascar. Les gouvernants de facto semblent baser ce développement sur l'exploitation des ressources minières ; ils inscrivent ainsi le pays dans une politique menant à l'effondrement du reste de l'économie ainsi qu'à la dilapidation du capital environnemental et humain. Or, ce choix fait de Madagascar une victime facile de la « malédiction des matières premières » dont une minorité seulement profite et dont les conséquences à long terme sont désastreuses. L'ensemble de la société est alors amené à s'interroger sur les valeurs sur lesquelles elle entend bâtir les vertus civiques et sur la capacité de la « transition » à mener le pays sur les rails du développement durable basé sur une démocratie stable.

ABSTRACT

Following the March 2009 coup, the government led by former 'disc jockey' Andry Rajoelina, has managed to perpetuate in the absence of any elections. Several reasons explain this longevity, of which the lack of legitimacy of his undertaking which has led to passive resistance. The authorities however, do want to prepare elections to legitimize their power. Being in command of the State, these authorities benefit from the administrative privilege of organising elections. This would allow them to be elected, according to well-established mechanisms. The integration of members of the opposition into the institutions of transition illustrates the relative failure of this strategy; failure due to internal pressure and the reticence of international donors. Nevertheless these three years allow us to determine the visions that the de facto leaders hold of development on the *Grande Ile*. To achieve their goals, they count in particular on making use of the 'manna' from mining, which will flow from several mining companies in a few months. Several warning signs serve to indicate that Madagascar is a victim of the 'curse of raw materials' and will be even more so in the future. While this strengthens the militarisation of political power, this curse

emerges in a worrying fashion in at least three ways: i) the collapse of the real and informal economies not linked to the mining sector; ii) the squandering of natural capital with the hurried exportation of raw materials with little value added (the resources acquired thanks to the sale of mineral and more general natural resources are currently invested in sectors that do not provide social benefits in the long term. They serve, beyond the personal enrichment of the members of the ruling class, to foster populism through a system of rents and prebends. The goal is to remain in power at the expense of sustainable development; iii) the squandering of human capital through de-scholarisation and the perpetuation of the collapse of the school and university systems, demonstrating that the training of youth is considered more of an obstacle than an asset to sustainable development. This transitional government pursues unambiguous objectives, which benefit only a minority. These objectives appear clearly in the behaviour of numerous leaders. One can therefore ask oneself on what values can society build civic virtues. This governance therefore calls into question the nature of 'transition' and its capacity to lead the country on the road to a sustainable development based on a stable democracy.

INTRODUCTION

Depuis le coup d'État de mars 2009, Madagascar est entré dans une période sombre de son histoire. Tous les indicateurs sont dans la zone rouge, ceux de l'économie et du social comme ceux de la gouvernance. La 'transition' unilatérale que les auteurs du coup de force ont tenté d'imposer a fait faillite. Tant et si bien qu'Andry Rajoelina, l'ancien 'disc jockey' qui se trouve à la tête du putsch, a dû se résigner à nommer un Premier Ministre qui n'est pas de son camp et à intégrer un certain nombre de membres de l'opposition dans les institutions mises en place à la suite du coup d'État. Trois ans après le coup de force soutenu par l'Armée, Andry Rajoelina et ses partisans mènent ainsi une guerre de tranchées pour rester aux commandes de l'État afin d'espérer se faire élire aux présidentielles dans une tradition politique malgache bien établie. Celle-ci donne un bonus à celui qui est aux commandes de la machine administrative chargée d'organiser les élections. Car il peut abuser de ses prérogatives pour capter les voix des électeurs. L'enjeu à court terme dont personne ne parle, est la manne des compagnies minières nouvellement installées dont Sherrit et QMM.

VOLUME 7	ISSUE 1		JUNE 2012
MADAGASCAR CONSERVATION & DEVELOPMENT			
<small>INVESTING FOR A SUSTAINABLE NATURAL ENVIRONMENT FOR FUTURE GENERATIONS OF HUMANS, ANIMALS AND PLANTS OF MADAGASCAR</small>			
<small>IN THIS ISSUE</small> <small>Deforestation Africa +20</small> <small>Madagascar in transition?</small> <small>Early Holocene fauna at Christmas River</small>			

Madagascar Conservation & Development is the journal of Indian Ocean e-Ink. It is produced under the responsibility of this institution. The views expressed in contributions to MCD are solely those of the authors and not those of the journal editors or the publisher.

All the Issues and articles are freely available at <http://www.journalmcd.com>

Contact Journal MCD
info@journalmcd.net for general inquiries regarding MCD
funding@journalmcd.net to support the journal

Madagascar Conservation & Development
 Institute and Museum of Anthropology
 University of Zurich
 Winterthurerstrasse 190
 CH-8057 Zurich, Switzerland

io@i

Indian Ocean e-Ink
 Promoting African Publishing and Education
www.ioeink.com

 MISSOURI BOTANICAL GARDEN

Missouri Botanical Garden (MBG)
 Madagascar Research and Conservation Program
 BP 3391
 Antananarivo, 101, Madagascar

Le résultat est une transition 'dénaturée' qui traîne en longueur et qui illustre l'absence de légitimité des nouveaux dirigeants. L'économie réelle s'en trouve détériorée, permettant le pillage légalisé et illégal des ressources naturelles du pays et entamant de manière inquiétante son capital humain et environnemental. Il est permis de s'interroger sur les conséquences d'une telle situation dans la perspective d'un développement durable.

Ces trois années de conduite des affaires permettent de cerner un tant soit peu la vision que les auteurs du coup d'État ont de l'avenir de Madagascar, au-delà du sort réservé à la transition. La nécessité de trouver une sortie de crise rapide ne doit pas faire passer au second plan la vision d'un développement durable respectant les droits individuels et l'aspiration collective à une démocratie stable. Cette remarque pose la question de la fonction de la transition et de la légitimité des gouvernants actuels qui se présentent comme ceux qui peuvent conduire les 21 millions de Malgaches sur cette voie (Chauprade 2010)

ÉTAT DES LIEUX

En 2010, une étude de l'Institut National des Statistiques, un organisme gouvernemental, constate que la pauvreté s'est aggravée de manière dramatique aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Elle avait auparavant régressé et retrouvé son niveau d'avant les longues grèves de 2002 qui suivirent la dispute postélectorale. Ainsi, alors que la pauvreté ne concernait que 65 % de la population avant 2009, elle s'élève en 2010 à 80 % des 21 millions de Malgaches (Institut National de la Statistique 2011) répartis sur une île dont la surface équivaut à 2,5 fois celle du Royaume-Uni.

Toutes les régions sont touchées même si elles le sont de manière inégale. Sur les six anciennes provinces, celles de Toliara et de Fianarantsoa sont les plus durement affectées. Plus de 88 % de la population y vit en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins d'un dollar par jour. Celle d'Antananarivo est la moins touchée, si l'on peut dire, car la pauvreté y affecte 66,8 % des habitants en 2010 contre 57,7 % en 2005 (Institut National de la Statistique 2011).

Et la situation ne va pas dans le sens d'une amélioration, au bénéfice de certaines ONG qui voient dans la pauvreté un véritable fond de commerce¹. Les autorités de facto essaient d'instrumentaliser cette pauvreté dans la logique clientéliste de distribution de prébendes. Tel est l'enjeu du retour des bailleurs de fonds internationaux et de leurs financements. Ces financements ont, pour la plupart, été suspendus après le coup d'État et sont longs à revenir malgré un début timide de reconnaissance internationale, initialement snobée par l'équipe de Rajoelina en 2009.

La pauvreté urbaine est évidemment différente de celle des campagnes, moins visible. Une étude présentée en février 2012 par l'ONG Groupe Développement Madagascar a montré que plus de 50 % des prostituées de la ville d'Antananarivo, la capitale, sont des jeunes filles âgées de moins de 18 ans. Malgré l'existence d'une législation contre l'exploitation sexuelle des mineures, le phénomène prend de l'ampleur et touche les couches les plus fragiles, témoignant de l'accroissement de la pauvreté. Cinquante-six pourcent d'entre elles résident dans les zones défavorisées, comme les bas quartiers de la capitale et débutent à l'âge de 12 ans. L'Ambassade des États-Unis évoque un phénomène plus large qui est celui du trafic humain

dont la presse relate régulièrement les aspects multiformes (Anonyme 2011).

Selon la coordinatrice résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à Madagascar, Fatma Samoura, la Grande Île figure désormais avec l'Afghanistan et Haïti parmi les trois pays les plus pauvres au monde en terme de malnutrition et de déscolarisation (Raharisoa 2011). Madagascar n'a pas pu atteindre trois des objectifs du millénaire pour le développement, à savoir l'accès à l'éducation primaire pour tous, la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de la santé maternelle. Plus grave, le pays s'en éloigne de plus en plus.

Parallèlement se sont installées au pouvoir des mafias se spécialisant dans des activités allant du simple braquage à des organisations plus complexes aux ramifications internationales associant les plus hautes autorités de l'État. Ainsi la presse fait régulièrement état d'attaques à main armée. Le jeudi 5 avril 2012, une bande a tenu tête à la police pendant plusieurs heures à Toamasina, la deuxième grande ville de l'île. Surprise en train d'essayer de dévaliser une maison de particulier, elle a répliqué. Les échanges de coups de feu durèrent plus de quatre heures. Les armes de guerre utilisées ainsi que la quantité de munitions à la disposition de la bande montrent son degré de structuration. Dans de nombreux cas de criminalité organisée, des membres des forces armées (armée, police et gendarmerie) sont impliqués. Ils louent des armes voire organisent ce genre d'attaques.

L'une des mafias les plus visibles est celle de la « bolabolacratie », terme venant de « bolabola » (rondin de bois de rose) dans le jargon des bucherons (Randriamalala et Liu 2010, Randriamalala 2012), mais elle n'est pas la seule. Une partie des opérateurs économiques à laquelle s'est allié une fraction de la classe politique s'est lancée dans l'exportation d'espèces endémiques protégées, à une échelle jamais atteinte auparavant. Incapable d'endiguer le phénomène, l'État a fini par permettre l'exportation en essayant de prélever une taxe dérisoire. L'ostentation de la richesse ainsi produite rend la pauvreté d'autant plus choquante qu'elle heurte et pervertit les valeurs morales de l'ensemble de la société qui semble dilapider à la fois son capital humain et son capital environnemental, grevant pour de nombreuses générations le développement de Madagascar.

En matière de gouvernance et de démocratie, tous les indicateurs illustrent plus que jamais la défiance de la population à l'égard de gouvernants. C'est là un désaveu indirect à l'encontre d'autorités non élues qui ont pris le pouvoir et s'y maintiennent par la force. Cette défiance est aggravée par le fait qu'aucune institution ne peut sérieusement exercer de contrôle sur l'exécutif qui a suspendu tous les élus depuis le coup d'État et qui a nommé les membres du 'pouvoir législatif'². Celui-ci est supposé s'incarner dans un Conseil de la Transition (CT) faisant office de parlement et un Conseil Supérieur de la Transition (CST) qui remplace le sénat.

L'article 9 d'une feuille de route laborieusement initiée par la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) en septembre 2011 (après l'échec de plusieurs tentatives antérieures de médiation) et signée par une dizaine de partis politiques puis ratifiée par le Conseil de la Transition, charge cette dernière instance du contrôle du Gouvernement de Transition. Mais les membres de ces institutions remplaçant les législateurs

sont nommés par l'exécutif. Ce dernier bénéficie de la sorte d'une très large marge de manœuvre et d'une quasi-impunité. Il rémunère les membres de ces conseils, entretenant la culture de rente et de clientélisme. Selon la Loi de finance 2011, les salaires et avantages de ces 'parlementaires' s'élevaient à 4 400 000 Ariary mensuels (1 \$US équivaut à 2 000 Ariary) pour les Conseillers Supérieurs de la Transition (sénateurs) et à 2 800 000 Ariary pour les Conseillers de la Transition (députés). Devant le scandale, la 'loi' de 2012 a réduit de moitié ces émoluments en multipliant par deux le nombre des membres de ces deux institutions, sous le prétexte d'ouverture à l'opposition. Ceux-ci sont désormais au nombre de 500 membres. Pour avoir un ordre d'idée, un instituteur payé par l'organisation des parents d'élèves touche 80 000 Ariary mensuels soit 55 fois moins qu'un membre du CST. Dans un contexte de forte déscolarisation, le salaire mensuel d'un CST pourrait payer 55 enseignants du primaire.

Il est difficile de croire que de telles institutions soient en état de contrôler de manière efficace l'exécutif qui, malgré l'inclusion de membres de l'opposition, reste sous le contrôle d'une clique téléguidée par une oligarchie militaire et économique ainsi que par un baronnât composé de vieux briscards de la politique. À l'examen de la composition de ces deux chambres, il apparaît que de nombreux membres des familles des dirigeants de la Haute Autorité de Transition (HAT) y figurent. Le maître des céans s'est pourtant permis de donner une définition toute personnelle de la démocratie lors d'une interview (Chauprade 2010) : « La démocratie ne consiste pas à laisser ceux qui se sont fourvoyés distribuer les postes à leurs amis. »

Une telle situation permet de nombreux abus. Le dernier scandale en date fut la signature en catimini d'un contrat minier avec un groupe international. Celui-ci engage l'État pour plusieurs dizaines d'années et un ministre a touché une commission de plusieurs millions de \$US. Fait significatif, c'est une organisation de la société civile et non le parlement qui a révélé l'affaire. Le Centre de Développement et d'Éthique (CDE) (R. 2012) a évoqué l'existence d'une commission de 12 millions \$US touchée par un ministre. Cela pour avoir assuré l'octroi d'un permis minier. Selon Serge Zafimahova, président du CDE, un tel acte s'assimile à de la trahison. Non seulement le gouvernement de transition ne doit pas engager l'État sur plusieurs dizaines d'années, mais, de plus, dans ce genre de transaction, l'État devrait gagner au moins 25% de royalties composés de taxes diverses sur les transactions. Or dans ce cas précis, selon le CDE, il n'en gagne que 2%. La différence est empochée par les dirigeants actuels. Certaines de ces compagnies s'empressent d'ailleurs d'exploiter ces permis de complaisance pour piller sans vergogne les ressources minières au delà de ce qui fut initialement convenu (Tsarabory 2012). Dans de telles conditions l'effectivité de l'État est tombée de -0,51 en 2007 à -0,83 en 2010, selon la Banque Mondiale (2011). Le contrôle de la corruption est passé -0,13 à -0,27 pour la même période. Logiquement, en dépit des discours sur l'instauration de la démocratie dont se targuent les auteurs du coup d'État, l'État de droit est passé de -0,33 en 2007 à -0,84 en 2010 (Banque Mondiale 2011).

Le moins que l'on puisse dire est que la légitimité des gouvernants actuels pose problème et affecte la crédibilité des élections qu'ils pourraient organiser dans un avenir prochain. L'organisation, par ces dirigeants, du référendum constitu-

tionnel du 7 novembre 2010 est un exemple autant de leur incompétence que du maintien, voire du développement, des mécanismes de fraude (Valis 2010). Pourtant Andry Rajoelina en janvier 2011 continue de citer cette consultation comme un modèle du genre : « Vu l'expérience du dernier référendum, nous pensons être en mesure de prévoir toutes les élections durant 2011. La Transition s'achèvera donc cette année » (Razafimandimby 2011).

Les tentatives de museler l'opposition sont monnaie courante autant dans le domaine des médias que dans celui des organisations. Les autorisations de réunion publique sont systématiquement refusées aux membres et aux organisations de l'opposition qui n'ont pas accès aux médias publics. Des personnalités de l'opposition font ouvertement l'objet d'intimidations tandis que le régime organise de faux complots pour neutraliser et terroriser l'opposition sans parler de la corruption de ses leaders. Le professeur Raymond Ranjeva, ancien vice-président de la Haute Cour Internationale de Justice et ancien président de l'Université d'Antananarivo, et sa fille furent victimes de ces intimidations et ont pu échapper à une justice manipulée grâce aux pressions des chancelleries étrangères et des groupes locaux.

Les comportements des gouvernants semblent faire écho à toutes les qualifications des politistes sur le genre d'État qu'ils ont réussi à édifier. L'État voyou (*rogue state*), qualificatif utilisé par Ronald Reagan pour désigner la Libye (Schwartz 2007), renvoie à un État qui ne respecte pas les lois internationales les plus essentielles, qui organise ou soutient des attentats, et/ou viole les droits de l'Homme les plus élémentaires.

Combien de fois les dirigeants de facto n'ont-ils pas renié leurs propres signatures ? Il en est de même des différents faux vrais attentats en vue d'éliminer les adversaires intérieurs tout autant que de l'expropriation des domaines privés sans aucun jugement, sans parler du rançonnement de nombreux opérateurs économiques. Ces abus sont tellement flagrants que même l'ambassadeur de France, plutôt favorable au régime, a demandé que la Force d'Intervention Spéciale, sorte de milice à la solde des gouvernants, soit dissoute (Rajaofera 2010). Certains membres du gouvernement semblent même disposer d'une milice privée.

L'État est en train de devenir une menace pour son propre fonctionnement. Bayart et al. (1997) décrivent ce phénomène en le qualifiant de criminalisation de l'État. Pour ces auteurs, la criminalisation se caractérise, entre autres, par la confiscation de l'usage légitime de la violence en faveur des stratégies d'accumulation des détenteurs du pouvoir et par l'existence d'une structure occulte et collégiale du pouvoir qui contrôle le détenteur officiel de celui-ci. L'autre caractéristique de la criminalisation de l'État est la mise en marche de 'stratégies de tensions' télécommandées par des dirigeants dans la perspective d'une restauration autoritaire. Ainsi, en est-il de la tergiversation des autorités de facto à laisser revenir Marc Ravalomanana, accusé du massacre programmé du 7 février 2009 résultant d'une tentative d'occupation du palais présidentiel et organisé selon l'un des protagonistes³ pour cyniquement créer des martyrs, dont lui-même. La criminalisation de l'État permet la prédation des ressources par des compagnies internationales ou étrangères parce que les autorités n'ont ni les moyens ni la volonté de contrôler les productions et les réserves exploitées. Et ces compagnies sont souvent l'appendice économique de l'appareil politico-diplomatique de certaines

puissances. Pourtant Rajoelina cite avec chaleur quelques uns de ces États qui furent les premiers à lui accorder un certain crédit. « Plusieurs États approuvent ouvertement la transition et nous font confiance pour rétablir l'ordre constitutionnel : en premier lieu la France – et c'est évidemment un appui de poids – mais aussi le Togo, le Sri Lanka, la Thaïlande, la Syrie, etc. » (Chaupade 2010).

Après avoir considéré en 2009, Mouammar Kadhafi comme son maître et s'être précipité à Tripoli, suivant les conseils de la cellule africaine de l'Élysée, Andry Rajoelina affirme que Bachar el-Assad de Syrie compte parmi « les responsables de ces pays (qui m'ont adressé), en mon nom propre, une lettre de félicitations pour mon accession à la tête de la Haute Autorité de Transition » (Chaupade 2010). Quel beau parrainage pour un coup d'État !

Des politiques étrangères de nations faiblissantes ou émergentes, en quête de volonté ou de puissance, tentent d'exploiter sans vergogne une telle situation pour obtenir des avantages géostratégiques dans un monde en redéfinition. Pourtant Châtaigner (2006) écrivait : « Les principes d'intervention (de la France en Afrique) ne visent plus ... à soutenir en priorité des 'régimes clients' mais à promouvoir des principes d'action universels comme la défense de l'intégrité territoriale, le soutien aux autorités élues et la défense des droits de l'Homme... ». Jean-Marc Châtaigner fut le premier à présenter ses lettres de créance à un gouvernement issu d'un coup d'État.

ABSENCE DE VISION OU POPULISME DÉMAGOGIQUE ?

Dans une telle configuration, quand une équipe tente de s'accrocher au pouvoir et rallonge la période de transition, il est intéressant de tenter de circonscrire la vision à long terme que les nouveaux dirigeants ont de l'avenir de Madagascar. Celle-ci transparait autant dans leurs discours que dans les non-dits de leurs calculs et des ambitions des dirigeants de facto qui tentent de légitimer leur mainmise sur le pouvoir par des élections.

Sitôt arrivé au pouvoir, Rajoelina se dépêche d'augmenter le budget de la présidence. Il passe de 79 milliards environ en 2008 à 133 milliard l'année d'après et à 265 en 2010 (Banque Mondiale 2008). Cette véritable caisse noire à sa disposition permet d'honorer certaines promesses et plus généralement d'entretenir une clientèle en dehors de tout contrôle. À quoi ce budget fut-il utilisé ? Dans un système de prébende, et vu l'absence de transparence dans la gestion de ces fonds, la logique voudrait qu'ils aient été utilisés à asseoir le nouveau pouvoir, ce qui correspond à la définition de l'autocratie. On visite en vain le site de la présidence (ou ceux des ministères) pour tenter de trouver les détails de ces dépenses. L'enveloppe allouée à la Présidence est passée de 265 milliards d'Ariary en 2010 à 68 milliards d'Ariary dans le budget 2011 ; soit une diminution de 84 %, un aveu implicite d'abus. De nombreuses dispositions de la Constitution maison de la IV^e République, mort-née, confirment au moins le présidentielisme sinon la propension à l'autocratie.

Dans cette logique autocratique, Andry Rajoelina ne peut qu'avoir peu confiance en ses propres collaborateurs susceptibles de profiter d'une situation sans contrôle, tentés d'aller dans la même voie que lui : « Je n'en disconviens pas, peut-être qu'il y a des responsables... qui n'ont qu'un seul but : s'enrichir au plus vite. (Aussi) ...Nous avons... décidé que tout engage-

ment supérieur à 200 millions d'Ariary passe désormais à la présidence. En tout et pour tout, je n'ai signé que 40 mandats » (Razafimandimby 2011).

La bonne gestion des finances publiques dont se targuent les dirigeants actuels n'est au mieux que l'importation des techniques managériales du secteur privé dans la gestion des finances publiques. Or celle-ci a déjà montré ses limites sous Ravalomanana, elle se caractérise par l'opacité et le pouvoir de décision d'une seule personne sans contrôle institutionnel, qui finira par déraiper. On ne peut que craindre un tel dérapage quand Rajoelina expose naïvement son but « Je veux laisser des traces de mon passage au pouvoir par de grandes réalisations. Ayant le goût du défi, je suis de ceux qui voient grand dans tout ce qu'ils font. Personne ne peut, par exemple, effacer mon empreinte dans la reconstruction de l'Hôtel de ville d'Antananarivo » (Razafimandimby 2011).

Quelles peuvent donc être ces « grandes réalisations » qui pourraient être à l'origine du développement ou qui pourraient l'initier ? À la question de Chauprade (2010) : « En imaginant que vous disposiez des moyens de votre politique, quelles mesures prendriez-vous pour sortir enfin le pays du marasme ? », Andry Rajoelina propose cinq « grands chantiers de développement » pour initier ce qui n'a pas été fait « durant un demi-siècle d'indépendance » : (i) un « grand hôpital » semblable à celui qui est en cours de construction dans la ville de Mahajanga et « à terme, toutes les agglomérations seront pourvues d'un établissement de ce type répondant à des normes de qualité internationales. » (ii) « Il faut refonder complètement le système d'enseignement supérieur. » (iii) Le troisième chantier est « le retour au bon sens agricole. Alors que notre monde rural a une grande tradition de riziculture, Madagascar est devenu un pays importateur de riz ! Pour y remédier, nous avons décidé d'octroyer 30 000 hectares de terrains rizicoles à des paysans modestes. » (iv) Le quatrième chantier va de pair avec « notre programme de santé : le sport et la culture pour la jeunesse. Un pays sain est un pays sportif. À Antsonjombe sera implanté le plus grand complexe culturel de l'océan Indien. Puis, dans chaque grande ville, nous construirons un stade. » (v) Le cinquième chantier : « l'amélioration de la connectivité du pays. Nous devons, en effet, compenser notre éloignement des grands centres commerciaux et financiers de la planète (États-Unis, Europe, Asie) par des capacités de transport modernes : transport ferroviaire à l'intérieur, maritime et aérien à l'extérieur, et réseaux de communications virtuels. »

Qu'en est-il des hôpitaux « aux normes internationales » alors que les centres hospitaliers existants se caractérisent par un sous-équipement manifeste sans parler de la formation universitaire dans ce domaine ? Ainsi dans la ville de Toamasina, une filière de médecine a été ouverte au sein de l'université mais sans grands moyens (locaux, bibliothèques, enseignants). La construction d'un hôpital dans la ville de Mahajanga, où il existe déjà deux hôpitaux – certes dans un état qui laisse à désirer – interpelle. N'est-on pas dans un contexte plus prosaïque de passation opaque de marchés publics comme il en est de tous les chantiers publics mis en route dans ce même ordre d'idée ? Sans oublier l'assouvissement d'une vengeance personnelle car l'hôpital en question a été construit sur un terrain occupé par l'entreprise Magro appartenant au président renversé.

Dans le domaine agricole, la faim de terres est-elle le problème de la paysannerie malgache en général et celle des riziculteurs en particulier, alors que seulement 10 % des surfaces

cultivables sont utilisées ? La distribution de terres, présentée comme le bon sens paysan participera-t-elle à l'augmentation de la production de riz ? Où s'agit-il d'une simple mesure inspirée par le populisme ?

Pourtant parmi les chantiers devrait figurer la démilitarisation du pouvoir, un tabou. De tous les régimes confondus, en trois ans, le régime de Rajoelina a été celui qui a nommé le plus de généraux, toute proportion gardée (Ramasy 2010, Yann 2010). Les militaires sont si puissants que des sous-officiers refusent de payer les impôts sur les différentes augmentations dont ils ont bénéficié depuis le début de la transition. L'on ne peut que s'interroger sur l'avenir de la démocratie ainsi que sur le développement durable quand on pense que les déboires du Mali et sans doute d'autres pays comme le Niger sont dus en grande partie à cette faiblesse de la démilitarisation du pouvoir (Ramasy 2010).

Le financement de ces grands chantiers dits de développement donne aussi une idée de ce que pourrait être la conception de ce dernier par ceux qui sont arrivés au pouvoir par un coup de force. « ... Nous avons octroyé les gisements de fer de Soalala à Wisco, une société chinoise. L'avance qu'ils nous ont consentie – d'un montant de plus de 100 millions de \$US – a été allouée à la construction de centres hospitaliers dans les grandes villes. Nous sommes en train de construire des logements sociaux, des salles omnisports, des centres d'exposition et des salles de théâtre. Rien qu'avec les 100 millions de \$US de la société Wisco, voyez ce que nous avons pu réaliser en termes d'infrastructures que nous laisserons à la postérité. Le volume des taxes minières devrait nous permettre de construire chaque année des hôpitaux, des écoles » (Razafimandimby 2011). Le point commun entre ce genre de pratiques et la gestion scandaleuse de la coupe du bois de rose est l'investissement des bénéfices tirés de la vente de matières premières dans l'équipement social et le fonctionnement de l'État. C'est le schéma classique d'une économie extravertie avec une croissance fictive qui ne profite que peu à l'économie réelle et a fortiori à l'ensemble de la population. Seulement c'est là gâcher un capital limité, sans espoir de bénéfice à long terme. L'épuisement des ressources naturelles et le sacrifice de plusieurs générations du fait de la déscolarisation ne sont pas sources de développement. Pas plus qu'un État qui entretient un esprit de rentier.

MANGER LE CAPITAL

Dans cette configuration, la survie miraculeuse de l'appareil d'État malgache repose essentiellement sur une économie de prédation qui est en train, non pas de produire des richesses mais plutôt de dilapider le capital environnemental et surtout humain de la population malgache. C'est un état de fait que nous allons payer plus que chèrement dans un avenir proche, quelle que soit la sortie envisagée.

Capital environnemental : « Reconnaissons le laxisme dans la gestion des richesses naturelles qui sortent du territoire sans contrôle. Si nous arrivons à baliser les 'exportations' de nos ressources minières : or, pierres précieuses... nous pourrions déjà améliorer la trésorerie de l'État » (Razafimandimby 2011).

Le scandale du bois de rose exporté à bas prix par une mafia organisée et ayant des ramifications jusqu'au plus haut sommet de l'État n'est que la partie visible de cette dilapidation du capital environnemental. À celui-ci il faut ajouter celui de minerais dont l'exploitation se fait dans la discrétion et souvent

selon les mêmes mécanismes. Ces 'affaires' relèvent d'un artisanat de la prédation face à ce qui est mis en œuvre en toute opacité par des compagnies ayant pignon sur rue. Les médias officiels se taisent sur des mouvements paysans contre les géants qui s'occupent de l'exploitation de ces minerais et dont ils ne voient guère les dividendes. Pourtant il est de notoriété publique que les élites politiques et économiques sont partie prenante dans cette prédation qui affecte les revenus, voire la santé des populations locales.

Il est difficile d'en vouloir aux compagnies d'exploitation minière quand les gouvernants malgaches sont partie prenante, car inefficaces sinon complices, dans cette mise sous coupe réglée du capital environnemental.

Sur son site Internet,⁴ le groupe Sherritt ou Ambatovy met l'accent sur son engagement à se livrer à « une pratique commerciale durable, responsable et transparente... avec le gouvernement malgache (par l'intermédiaire d') un contrat de bail à long terme. Pour quelque 150 millions de dollars américains, et pour un minimum de 29 ans. » Ambatovy s'est arrogé les droits d'extraction minière dans une zone de forêt montagneuse située près de Moramanga. Durant cette période, la société compte extraire 60 000 tonnes de nickel, 5 600 tonnes de cobalt, et 210 000 tonnes de sulfate. Les prix sur le marché mondial de ces minerais utilisés dans la production d'acier inoxydable, les batteries et les engrais, ont fortement augmenté ces dernières années. À Madagascar, ces minerais sont seulement à trois mètres sous terre. Près de 98 % de la production sera exportée à l'étranger et seulement 2 % restera sur l'île. Il est probable que d'autres trésors soient stockés dans le sol.

À court terme, l'envolée des cours des matières premières est une aubaine pour un pays en développement comme Madagascar. C'est le temps sur lequel la politique se gère. Cependant, à plus long terme voire à moyen terme, cette dépendance à l'égard de produits à faible valeur ajoutée est problématique. Économistes et experts politiques ont depuis longtemps souligné les effets pervers induits par ces mannes soudaines. Dans de nombreux pays, elles rendent fictive la croissance économique, elles augmentent les risques de conflits, de guerre civile et de dérive anti-démocratique. Les divisions sociales ainsi accentuées affaiblissent les institutions, car accroissent la pauvreté, les inégalités, la corruption et dégradent les taux de l'épargne et le niveau, déjà faible, de la recherche et du développement (Havro et Santiso 2008a). Ses effets sur l'économie s'exercent au départ sous la forme du 'mal hollandais' puis par une éviction des secteurs indépendants des matières premières (Corden et Neary 1982).

L'autre effet pervers des mannes minières se trouve dans le changement des motivations des acteurs politiques et économiques. En effet, elles multiplient les opportunités de rentes économiques et attisent en conséquence les rivalités tout en décourageant les activités productives. Le Groupe des Entrepreneurs de Madagascar (GEM) rappelle dans son communiqué du 20 avril 2011, « la multiplication des cas de corruption et le racket organisé à tous les niveaux inhibent encore plus le secteur formel et favorisent la prolifération du secteur informel. » Le GEM dénonce entre autres « l'utilisation des organismes publics et des sociétés d'État à des fins autres que leur vocation statutaire. » Ceci est « contraire à la bonne gouvernance et illustre davantage la dégradation du climat

des affaires. Le partenariat public privé y sert le plus souvent d'alibi. »

On ne peut pas assurer que les acteurs politiques et économiques qui se livrent à de telles pratiques puissent, dans un avenir proche, changer. Et ce d'autant plus que les sommes en circulation vont changer d'échelle ! Et nous ne sommes là que dans la phase où il est question de relancer l'économie.

Les projets en cours de réalisation du gouvernement de transition n'augurent rien de bon. Le pouvoir de facto qui se voit déjà au delà de la transition, gage sur les rentrées des rentes minières (Wisco, Sherritt, etc.). Celles-ci sont appelées à concourir à la popularité à court terme du gouvernement et à renforcer son pouvoir, alors qu'elles sont porteuses de risques à moyen et à long termes plus nuisibles. Nous sommes dans le cas très classique de la « malédiction des matières premières » de Havro et Santiso (2008b). La composition des forces qui ont pris le pouvoir ne permet pas de penser que dans un avenir proche et même à moyen terme, le populisme et la recherche de rentes vont laisser la place à une politique économique allant dans le sens du développement durable se basant sur les forces vives du pays.

Les constats du GEM montrent que le gouvernement fait fi des secteurs non miniers pour éviter le syndrome hollandais et la perte d'emplois dans les autres secteurs (360 000 depuis le coup d'État selon cette organisation). La destruction irrémédiable sans contrepartie durable de l'environnement est l'autre conséquence de cette course irréfléchie aux matières premières. Elle n'est pas sans conséquence sur la santé et les modes de vie des locaux.

Il n'est de ressources que les ressources humaines, tous les 'dragons asiatiques' ont investi massivement dans les formations universitaires et scolaires, base de leur réussite. C'est un travail de longue haleine à l'opposé du clinquant qui relève plus de la psychanalyse.

DILAPIDATION DU CAPITAL HUMAIN

« Le taux de l'exclusion scolaire a augmenté depuis la crise politique dans le pays. Actuellement, plus d'un million d'enfants au niveau primaire sont non-scolarisés. En fait, le taux net de scolarisation au primaire n'est plus que 73,4 % en 2010 contre 83,3 % en 2005. Pour l'année 2010, près de 700 000 enfants de 6 à 12 ans ont quitté le système scolaire entre le Cp 1 et le Cm1 » (V. 2012). Ces chiffres semblent en deçà de la réalité puisque d'autres sources parlent de « la pauvreté (qui) pousse deux millions d'enfants dans le travail forcé » (Saholiarisoa 2009).

Cette exclusion scolaire porte gravement atteinte aux efforts fournis antérieurement du fait du déni de l'existant et de la recherche de popularité à bas prix. L'exclusion scolaire au cycle primaire est un facteur très négatif pour le développement. Rappelons que le taux de scolarisation d'enfants inscrits dans l'enseignement primaire est passé de 82 % à 100 %, entre 1997 et 2007 (Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique 2008, p 55). Parallèlement, le pourcentage de redoublants a reculé passant de 30 % en 2000 à 18 % en 2006. Ces progrès ont été notamment obtenus grâce à la mise à contribution de l'association des parents d'élèves ou Fram. Celle-ci a permis l'augmentation de 50 % du nombre d'enseignants non fonctionnaires. Le ratio élèves par enseignant était passé de 60 à 52 dans les écoles publiques. La crise économique induite par le coup d'État a appauvri les familles et obéré ce système. Que dire

des efforts à fournir à propos de l'enseignement secondaire ? L'accès à l'enseignement secondaire du premier cycle (collège) est très faible, Madagascar fait partie des pays de l'Afrique Subsaharienne qui ont les plus faibles taux de scolarisation pour l'enseignement secondaire. Le sort fait aux enseignants ne diffère pas de celui de leurs collègues du primaire. À l'heure où cette étude est écrite, une grève affecte l'ensemble des établissements de l'île à des degrés divers.

Dans cette pyramide du système éducatif, l'enseignement supérieur n'est pas le mieux loti. Ainsi le marasme ancien de l'enseignement supérieur est vu comme résultant du choix de formations inadéquates. Il n'est nullement fait allusion à l'état de délabrement général dans lequel, en particulier, 25 ans de socialisme démagogique l'ont laissé. Depuis plusieurs décennies, le budget alloué à l'enseignement supérieur va pour l'essentiel dans les œuvres sociales, transformant les Universités en lieu de parcage de la frange de la jeunesse qui a pourtant réussi à survivre à la sélection dans les niveaux inférieurs. Très peu est consacré à l'enseignement proprement dit et encore moins à la recherche. Il est incapable non seulement d'absorber mais aussi de former de manière satisfaisante des générations de plus en plus importantes de bacheliers. Faute d'enseignants d'abord ; faute d'infrastructure ensuite. Il n'est pas fait allusion aux réformes mises en stand by par 'la transition'.

La réponse des autorités de facto en ce qui concerne l'enseignement supérieur est, pour le moment, la construction de cités universitaires. Ainsi à l'Université de Tamatave, tous les locaux d'enseignement sont délabrés. Conçus initialement pour 700 étudiants, il y a plus de 30 ans, ils n'ont connu que quelques aménagements mineurs comme la transformation des locaux du restaurant universitaire en salles de cours. En constante augmentation, le nombre d'étudiants s'élève actuellement à plus de 7 000. Une cinquantaine d'enseignants permanents pour 7 000 étudiants fait que les premiers croulent sous les heures de cours, sacrifiant la recherche. Pour toute réponse, les autorités de transition ont construit une cité universitaire d'une capacité de 300 places au grand maximum. Elles ont aussi ouvert une filière de philosophie dans la ville d'Ambatondrazaka, l'un des greniers à riz de la Grande Île ! C'est un recul de plusieurs années qui nous ramène à l'ère socialiste, plus soucieuse de statistiques que de résultats.

Toute discipline confondue, les 1 000 enseignants chercheurs sont entrés en grève à plusieurs reprises pour réclamer une indemnité de recherche prévue par les textes. Le ministre du budget s'est plaint que ces grèves aient fait perdre 15 milliards à l'État. Que dire d'une gouvernance qui considère les jeunes et leurs formateurs plus comme des obstacles que comme des atouts ?

Les conditions d'études déplorables et la faiblesse de l'encadrement sont à la base de la dérive de l'enseignement universitaire. Elles font les choux gras de la presse à sensation. À Toamasina, un film pornographique circule sous le manteau ; il a été tourné dans la cité universitaire. Un étudiant a été arrêté pour avoir tenté de vendre plus de 15 litres d'huile de cannabis, sans parler d'une prostitution institutionnalisée puisque les cadres de la société Sherritt se fournissent chez les étudiantes (témoignage personnel). Le summum fut atteint avec l'arrestation sous des prétextes fallacieux de Raymond Ranjeva, un des grands intellectuels malgaches et de sa fille.

Cette dilapidation du capital humain va de pair avec l'effondrement des valeurs sur lesquelles la société malgache est érigée sans que se profile à l'horizon le moindre signe ni espoir d'une reprise en main. Les pessimistes diront que le pire est à venir.

CONCLUSION

L'un des enjeux des conflits politiques actuels à Madagascar est la manne minière arrivant dans les mois qui viennent. Le paradoxe de l'abondance peut faire croire à un ego mal placé qu'il est au centre d'une abondance dont il n'est pas à l'origine. Il semble, dans la logique autocratique, tenté d'investir dans le clinquant en comptant uniquement sur des ressources qui ne sont pas infinies alors qu'une économie diversifiée mobiliserait les véritables forces vives de la nation.

Apparemment, bien avant qu'il ne réussisse à s'institutionnaliser, le régime d'Andry Rajoelina s'est engagé vers ce que lui-même ne cessait de dénoncer et d'attribuer à son prédécesseur. « Aucun contre-pouvoir au régime présidentiel n'a pu empêcher les régimes qui se sont succédés de dériver vers le népotisme, la corruption généralisée et la prédation des fonds publics. Avec cette nouvelle constitution, le président ne pourra plus mettre l'économie du pays au service de ses intérêts personnels ; il ne pourra plus, non plus, transformer son pouvoir en un pouvoir autocratique. »

La croyance qu'un texte constitutionnel puisse changer des pratiques qui se sont multipliées pendant les trois ans de la 'transition', relève de la naïveté ou du machiavélisme. Cette dernière apparaît comme une transition vers plus de corruption et de népotisme. Et le maître de céans semble se leurrer, perdu dans ses illusions. « Je ne suis pas arrivé seul à la tête de l'État. Ce sont les citoyens malgaches, avec le soutien d'une grande partie des élus et des militaires, qui ont contraint le dictateur au départ. C'est ce vaste mouvement populaire qui m'a porté » (Chauprade 2010). « Il me réjouit de constater, lors de mes pérégrinations à travers l'île, que l'élan populaire est en hausse. C'est ce que je perçois sur le visage des gens. Leurs traits expriment cette sympathie et je vois dans leur regard un regain de confiance et de conviction. Ce constat me va droit au cœur » (Razafimandimby 2011).

Love me tender

RÉFÉRENCES

- Anonyme 2011. Traite des personnes : Madagascar classé dans le "Tiers 3". L'info Réunion 30 juin 2011. <<http://www.linfo.re/-Societe,402-/Traite-des-personnes: Madagascar-classe-dans-le-Tier-3>>
- Banque Mondiale 2008. Madagascar – la loi de finances 2011. <http://www.banque-pdf.fr/fr_lois-de-finances-2008-a-madagascar.html> consulté le 10 janvier 2012.
- Banque Mondiale 2011. Worldwide Governance Indicators. <http://info.worldbank.org/governance/wgi/sc_country.asp> consulté le 10 janvier 2012.
- Bayart, J.-F., Ellis, S. et Hibou, B. 1997. La criminalisation de l'État en Afrique. Complexe, Paris.
- Châtaignier, J.-M. 2006. Principes et réalités de la politique africaine de la France. *Afrique Contemporaine* 220, 4: 247–261. (doi:10.3917/afco.220.0247)
- Chauprade, A. 2010. Éditoriaux : Sauver Madagascar, entretien avec Andry Rajoelina. *realpolitik.tv* 30 novembre 2011. <<http://www.realpolitik.tv/2010/11/sauver-madagascar-entretien-avec-andry-rajoelina/>> téléchargé le 13 mars 2012.
- Corden, W. M. & Neary, J. P. 1982. Booming sector and de-industrialisation in a small open economy. *The Economic Journal* 92, 368 : 825–848. (doi:10.2307/2232670)
- Havro, G. B. et Santiso, J. 2008a. Tirer parti de la manne des matières premières : les leçons du Chili et de la Norvège. *Cahiers de politique économique du Centre de Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique* 37: 1–39. (doi:1787/227733332228)
- Havro, G. B. et Santiso, J. 2008b. La malédiction des matières premières ? Centre de développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique, *Repères* 75: 2 pp. (doi:10.1787/23833401042)
- Institut National de la Statistique 2011. <<http://www.instat.mg/>> consulté le 10 janvier 2012.
- Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique 2008. Madagascar, éducation pour tous. Antananarivo. <http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Madagascar/MadagascarEFAplan_Feb08.pdf> téléchargé le 13 mars 2012.
- R., A. 2012. Permis miniers : « Des millions d'USD de commissions pour les dirigeants » *Midi Madagasikara* 31 mars 2012. <<http://www.midi-madagasikara.mg/index.php/component/content/article/4-economie/2363-permis-miniers--l-des-millions-dusd-de-commissions-pour-les-dirigeants-r>>
- Raharisoa, M. 2011. Selon le PNUD : Madagascar dans une extrême pauvreté. *L'Express de Madagascar* 5254. <<http://www.lexpressmada.com/selon-le-pnud-madagascar/22530-madagascar-dans-une-extreme-pauvrete.html>> téléchargé le 13 mars 2012.
- Rajaofera, E. 2010. Madagascar: Jean-Marc Châtaignier – Pour la dissolution des FIS. *Midi Madagasikara* 15 juillet 2010. <<http://fr.allafrica.com/stories/201007160148.html>> téléchargé le 10 janvier 2012.
- Ramasy J. F. 2010. Madagascar : les forces armées garantent de la stabilité politique et démocratique ? *Identity, Culture and Politics* 11, 2: 1–42. <<http://www.codesria.org/spip.php?article1336&lang=en>>
- Randriamalala, H. 2012. La « bolabolacratie ». *tribune.com* 1^{er} mars 2012. <<http://www.madagascar-tribune.com/La-bolabolacratie,17164.html>>
- Randriamalala, H. & Liu, Z. 2010. Rosewood of Madagascar: Between democracy and conservation. *Madagascar Conservation & Development* 5, 1: 11–22.
- Razafimandimby, N. 2011. Entretien avec Andry Rajoelina, Président de la Transition de Madagascar. *Revue de l'océan Indien* 321: janvier 2011.
- Saholiarisoa, F. 2009. La pauvreté pousse 2 millions d'enfants dans le travail forcé. *Inter Press Service News Agency*. <http://ipsinternational.org/fr/_note.asp?idnews=5503>
- Schwartz, J. B. 2007. Dealing with a 'rogue state'. *The Libya precedent*. *American Journal of International Law* 101, 3: 553–580.
- Tsarabory, J. 2012. Extractions minières : la mauvaise foi de compagnies asiatiques. *Tana News*. <<http://www.tananews.com/2012/04/extractions-minières-la-mauvaise-foi-de-compagnies-asiatiques/>> téléchargé le 27 avril 2012.
- V., R. 2012. Exclusion scolaire: 700 000 enfants quittent l'école depuis 2010. *La Gazette de la Grande Île* 16 mars 2012. <http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=20494:exclusion-scolaire-700000-enfants-quittent-lecole-depuis-2010&catid=45:newsflash&Itemid=58>
- Valis 2010. Rapport d'observation du KMF/CNOE : « C'est la pire des élections observées ». *tribune.com* 24 novembre 2010. <<http://www.madagascar-tribune.com/C-est-la-pire-des-elections,15118.html>> téléchargé le 24 novembre 2010.
- Yann 2010. Conseil des Ministres : Pluie d'étoiles. *tribune.com* 16 décembre 2010 <<http://www.madagascar-tribune.com/Pluie-d-etoiles,15228.html>> téléchargé le 16 décembre 2010.

NOTES

- 1 L'ONG Akamasoa (« les bons amis ») s'est développée de manière exponentielle depuis 2009. L'association humanitaire créée par le Père Pedro OPEKA en 1989, selon son site, a dans les environs d'Antananarivo 5 centres d'accueil composés de 17 villages où se sont installées 2926 familles (15 560 personnes dont plus de 60 % d'enfants de moins de 15 ans). Elle se vante d'entretenir 1 lycée et 5 crèches <<http://www.pere-pedro.net/akamasoa.html>> Pourtant des six provinces,

celle d'Antananarivo est celle dont le taux de pauvreté est le moins élevé.

- 2 Lors de la constitution des institutions qui remplacent l'Assemblée nationale et le Sénat, pompeusement qualifiées de Conseil Supérieur de la Transition et de Conseil de la Transition, plusieurs témoins parlent de la nomination des nombreux membres contre de l'argent (Tribune 2 décembre 2011)
- 3 Monja Roindefo qui a conduit l'assaut du palais présidentiel à la tête des partisans d'Andry Rajoelina témoigne de l'existence des manœuvres destinées à créer des martyrs (dont lui-même) pour diaboliser Ravalomanana. Celles-ci consistaient entre autres à tirer sur la foule <<http://ampitapitao.blogspot.com/2012/02/monja-roindefo-il-y-eu-des-tirs-croises.html>>
- 4 <<http://www.ambatovy.com/docs/?post=17&lang=fr>>

SUPPLEMENTARY MATERIAL.

DISPONIBLE EN LIGNE UNIQUEMENT.

TABLEAU S1. Évolution du ratio de pauvreté de 1993 à 2010.

TABLEAU S2. Évolution des indicateurs de gouvernance (élaboré par Ndimby Andrianavalona; *indique le score idéale).